

Recolonisation « bénigne » et esprits « malins » au service de l'impérialisme*

Alerte

Nous sommes en octobre 1994 et je reçois des appels téléphoniques de quelques intellectuels et scientifiques égyptiens fous de rage. Avec indignation, l'on me pose la question suivante : « quel genre d'intellectuel africain est donc cet Ali Mazrui ? Comment ose-t-il dire que l'Afrique a besoin de recolonisation ». Abasourdi, je pose la question : « Où et quand ? » Apparemment ces propos avaient paru sous forme de commentaire dans des journaux arabes que certains avaient lu, alors que les autres avaient entendu dans les actualités. Mais personne ne pouvait dire exactement d'où venait cette nouvelle. Quoiqu'il en soit, cela revêtait apparemment moins d'importance que le message-même. Les propos avaient fait sensation et c'est probablement l'effet recherché par Ali Mazrui. Il est évident qu'étant africain moi-même, je ne pouvais y croire sans avoir lu l'article. Ce fut une tâche très ardue et frustrante. Ce fut finalement en Europe où je m'étais rendu en janvier 1995 que je réussis en fin de compte à mettre la main sur un exemplaire du texte original qui me fut transmis par des collègues africains. Il importe de noter que pendant qu'ils discutaient entre eux de l'article, leurs « hôtes européens les écoutaient en souriant. »

La situation est des plus fâcheuses dans la mesure où elle coïncide avec la montée d'un racisme sans précédent en Europe sous le leadership des chrétiens démocrates ou des conservateurs. Ali Mazrui dont l'égoïsme est bien connu des intellectuels africains du continent et de la diaspora n'y aura probablement pas songé ! Disons tout simplement que l'article est paru dans le *International Herald Tribune* du 4 août, mais que la diffusion en a été assurée par le *Los Angeles Times Syndicate*. Par une certaine ironie du sort, l'exemplaire que j'ai reçu avait été imprimé à Pretoria où les Africains venaient d'arriver au pouvoir. Cette juxtaposition a dû les mettre hors d'eux, comme ce fut le cas des représentants de l'OUA et de certains de la CEA à Addis Abeba. Mais comme nous le verrons plus tard, Ali Mazrui épargne les Sud-Africains

Archie Mafeje,
University of Cairo

pour des raisons complètement différentes. Certains intellectuels africains avec lesquels j'avais eu une conversation téléphonique, en dépit du choc que cela leur avait causé, n'avaient pas manifesté de surprise, y compris les plus proches d'Ali Mazrui. Cela nous permet, entre autres, d'examiner les propos d'Ali Mazrui sans rancœur personnelle.

Trajectoire d'Ali Mazrui

L'on dit d'Ali Mazrui qu'il est le professeur africain le plus en vue. Il serait actuellement, à en croire certains propos, l'un des trois « méga-professeurs » en sciences sociales aux États-Unis. C'est également l'un des deux rares intellectuels africains qui ait été chargé d'assurer les cours de Reith (*Reith Lectures*) en Grande Bretagne. Il a aussi eu le rare privilège de diriger le programme de la BBC intitulé, *Les Africains* (il s'agit d'un programme de plusieurs millions de dollars). Il en a outre eu l'honneur d'être invité à siéger au Conseil consultatif de la Banque mondiale. Ali Mazrui a été l'objet de beaucoup d'autres honneurs de moindre envergure qu'il n'hésiterait pas à énumérer sans que l'on le lui demande, car s'il y a bien quelque chose qu'il n'a pas appris des Britanniques, c'est que le fait de se jeter des fleurs ne constitue en rien une recommandation en tant que telle. Il avait placé ailleurs sa fierté. En effet, lors d'une conférence afro-arabe tenue à Sharja en 1977, il avait déclaré que cette rencontre s'inscrivait dans le cadre de ce qu'il avait appelé la « contre-pénétration » des colons par les colonisés. Mais personne n'avait été convaincu. En fait, un des intellectuels africains venant des États Unis était sorti de la salle de conférence en guise de protestation contre « l'obscénité de cet homme ». Sa désapprobation ne visait pas tant la métaphore freudienne employée par Ali Mazrui que les justifications intellectuelles grotesques de ses propos, par de fausses raisons. Malgré

cela, Ali Mazrui disposait de suffisamment d'atouts pour faire beaucoup d'envieux par les professeurs en Afrique et en fait ailleurs.

Pour toutes ces raisons, Ali Mazrui est souvent décrit par les médias occidentaux comme un « éminent intellectuel africain ». En effet, même dans l'article dont nous parlons, les éditeurs n'ont pas oublié de dire de lui qu'il s'agit d'un « auteur kenyan ». Pourquoi pas le Professeur Albert Schweitzer des études africaines à New York ? Le fond du problème est que Ali Mazrui, en tant qu'Africain, est utile aux Américains ou aux Britanniques. Plus que toute autre, cette hypothèse explique bien des choses car il existe d'autres intellectuels africains de renom qui pourraient ne pas être aussi utiles/serviables. Samir Amin en est le premier. En effet, il a non seulement contribué pendant longtemps au développement des sciences sociales en Afrique, mais sa probité scientifique et ses travaux appartiennent à une catégorie totalement différente de ceux d'Ali Mazrui. Eu égard au fait qu'il ne rend pas service à l'impérialisme, l'ONU au lieu de lui rendre honneur, l'a déshonoré alors que c'est sous sa direction intellectuelles que l'IDEP s'est épanoui. (Il se pourrait fort bien qu'Ali Mazrui ne s'en souviennne pas, compte tenu de sa prédilection pour les envolées lyriques). Inutile de dire que tout cela s'est fait avec la complicité des gouvernements africains corrompus des pays pour lesquels Ali Mazrui est en train de recommander une « recolonisation ».

Un cas plus proche d'Ali Mazrui, celui d'Edward Said, l'illustre professeur palestinien de Critique littéraire et culturelle de Columbia University, constitue un autre exemple qui illustre bien nos propos. Ses travaux et son érudition confondraient totalement Ali Mazrui. Or, à l'instar de Samir Amin, le fait qu'il ne se rende pas utile à l'impérialisme (consulter son ouvrage, *Culture and Imperialism*, 1993), ne lui a valu rien d'autre qu'aversion lévitique. Ce qui amène à se poser la question de savoir si l'enjeu, en l'occurrence, est bien le travail scientifique ou autre chose.

Il ne fait aucun doute qu'Ali Mazrui a l'esprit brillant et qu'il est, sur tous les plans,

un écrivain prolifique. En effet, il a plus de 20 ouvrages et de nombreux articles à son actif. C'est un écrivain doué, qui est passé maître dans l'art de forger des expressions accrochantes et d'évoquer des images traduisant le grotesque et le ridicule. Pour cette même raison, son éloquence sans pareille attire les foules. Pourtant, malgré tous ces acquis, rares sont les intellectuels africains partisans des idées d'Ali Mazrui. Il n'a pas produit de corps de connaissances dont ils pourraient se servir pour créer des systèmes de pensée durables sur les sociétés africaines. Tout comme ses articles et commentaires de journaux, ses ouvrages sont lus (il est vrai avec plaisir) et tombent dans l'oubli. Pis, ses rencontres directes avec les scientifiques africains, jeunes et vieux, suscitent en général des réactions intellectuelles et idéologiques négatives chez ces derniers. Il s'agit là d'un constat qui remonte à nos études universitaires à Makerere College vers la moitié des années 1960. Des intellectuels africains en colère et indignés l'avaient traité, de face, de tous les noms.

Il en fut de même, 25 ans plus tard, lors d'un colloque du CODESRIA qui s'est tenu en 1991 à Kampala. Certaines personnes impliquées dans cet épisode étaient des personnages en vue telles que le Président Museveni, Tarsis Kabwegyere, et bien sûr, Mahmood Mamdani. J'ai également tenté, pour ma part, d'engager avec Ali Mazrui un dialogue plus calme. Hélas, en vain. Et c'était une situation des plus embarrassantes dans la mesure où le lobby sioniste américain faisait tout pour lui nuire, n'hésitant pas pour cela à recourir même à des attaques personnelles méprisables dans *Newsweek*. Ceci dit, Christopher Fyfe qui fut associé pendant longtemps aux études africaines posa une fois la question rhétorique suivante, dans une critique littéraire des œuvres de Mazrui : « Notre auteur a-t-il besoin d'être un tel taon ? » Ce qui remet en cause le rôle que ses admirateurs occidentaux lui font jouer. S'il est vrai qu'Ali Mazrui est une lumière parmi les intellectuels africains, quels sont ceux qu'ils guident et dans quelle direction ?

Mis à part les divergences idéologiques, les connaissances africaines d'Ali Mazrui sont ici mises en doute. Depuis 1971 où il réussit à échapper à l'emprise d'Idi Amin auquel il avait apporté au début son appui contre le « constitutionnalisme violent » de Milton Obote et « le Mouvement

vers la gauche », ses périples en Afrique ont pris l'allure d'un tourisme intellectuel. Il est vrai que cela ne revêt aucune importance puisqu'il n'a jamais cru en un véritable travail scientifique. En effet, en 1966 où nous étions réunis à Makerere pour discuter du travail sur le terrain et de son importance, la seule question posée à l'époque par Ali Mazrui fut celle de savoir si dans les divers points que nous examinions, le travail en bibliothèque avait une place quelconque. Tout le monde avait ri – à bon escient. Il ressort effectivement de la bibliographie de ses ouvrages qu'il tire essentiellement ses données de coupures de journaux, de nouvelles radio-diffusées et de ses conversations avec des hommes politiques éminents chaque fois que l'occasion se présente. À partir de son agilité mentale bien connue et de son imagination bien fertile, il conçoit des idées brillantes mais éphémères comme le phosphore blanc dans un bol d'eau.

Déjà en 1966 à Makerere, il avait fait la déclaration fracassante selon laquelle, n'eût été l'anglais (la langue), il n'y aurait jamais eu de nationalisme africain. Cette affirmation qui avait déconcerté les nationalistes africains avait enchanté les officiers britanniques de cette ancienne colonie qui, après l'indépendance étaient devenus universitaires. En 1970, il fustigeait les gauchistes de l'Université de Dar-es-Salaam, pour leur intolérance et déclarait que tout le monde avait le droit de faire valoir ses opinions, y compris Verwoerd le raciste, en Afrique du Sud (il aurait pu y inclure Adolf Hitler de l'Allemagne nazie). La contradiction implicite en l'occurrence est que malgré sa perception des idées comme primaires, il s'abstient d'en tirer les conséquences pratiques sauf lorsqu'elles sont émises par la « gauche ».

À Kampala en 1991, Ali Mazrui était revenu à son point de départ. Il déclarait comme d'autres intellectuels, qu'une nation qui ne produit pas de connaissances dans sa propre langue ne saurait se développer. Or, selon ses propos de 1966, c'était grâce à l'anglais que s'était développé le nationalisme africain. Et pourquoi pas une « nation » africaine ? Après avoir pris pleinement conscience du fait que l'éclipse totale du communisme en Europe de l'Est était inéluctable, il plaça pour la première fois le socialisme sur un même pied d'égalité que le capitalisme. C'est ainsi qu'il fit remarquer sur un ton affecté que, la redistribution était le point fort du socialisme

et la production, sont point faible, alors que la force du capitalisme se trouvait dans la production contrairement à la redistribution qui était sa faiblesse. À l'occasion, il proposa avec beaucoup d'aplomb que l'idéal serait de combiner le système socialiste de redistribution avec la production capitaliste (recette parfaite pour les pays africains, qui ne tenait compte ni des implications pratiques de la crise d'accumulation à laquelle ces pays étaient confrontés ni de l'histoire des sociaux-démocrates de la Scandinavie et d'autres pays comme la Hollande et des problèmes auxquels ils faisaient face à l'heure actuelle avec la tendance à la concentration encore plus forte du capital en Europe. En 1994, c'est-à-dire trois ans à peine plus tard, Ali Mazrui avait trouvé une autre solution idéale pour l'Afrique : la « recolonisation ».

« Colonisation bénigne » : insuffisance intellectuelle ou autoprostitution ?

Le discours d'Ali Mazrui sur la « colonisation bénigne/humanitaire » laisse beaucoup à désirer sur le plan intellectuel. Par ailleurs sur le plan de l'analyse, c'est un discours superficiel, à caractère sensationnel et carrément malhonnête. Pour commencer, cela lui ressemble bien de se servir de termes qui seraient des concepts de sciences sociales comme simples mots ou slogans du genre « déliquescence » sociale, « désintégration » sociale, « modernisation par la dépendance », « liberté nationale », etc. Or, sur le plan historique, la notion de « déclin (ou déliquescence) social » renvoie aux anciennes sociétés viables et unies à une certaine époque, mais qui compte tenu de l'évolution de la situation socio-économique, étaient *dépassées*. Les États qui ont vu le jour en Afrique après l'indépendance ne sont vieux que d'une génération ; or il serait difficile de prouver qu'au bout de ce bref laps de temps, ils sont devenus solidaires et auto-suffisants. En fait c'est l'inverse qui est en général vrai pour la majorité d'entre eux. En effet, presque immédiatement après l'indépendance, ils étaient déjà en proie à des luttes pour le pouvoir qui se sont manifestées sous différentes formes : concurrence entre élites politique d'origines régionales ou ethniques diverses ; plus tard, concurrence entre différentes fractions de la bureaucratie (par exemple les civils contre les militaires). Cette situation traduisait en fait le caractère artificiel de l'État colonial. Les responsables africains

en étaient pleinement conscients. La « construction de la nation » qui les préoccupait constamment en est la preuve patente. Or, pour y arriver, il fallait au préalable réaliser un État-nation unitaire. Dans la mesure où cette conception-même était sans fondement, elle aboutit inéluctablement à la mise en place de dictatures/États monopartisans. Les tendances centrifuges au sein de l'État africain ex-colonial s'en sont trouvées exacerbées et les conditions indispensables à la production économique et à la reproduction sociale n'ont pas pu être réunies. L'on peut avancer, en ce sens, que l'Afrique traverse actuellement un processus de *déliquescence* économique et politique.

L'on ne saurait néanmoins en déduire qu'il s'agit automatiquement d'une décomposition sociale. En effet de nouveaux mouvements démocratiques sociaux qui ont mis au pouvoir de nouveaux régimes, out tout au moins tenu en échec les vieilles dictatures, ont succédé à l'effondrement de toute une série d'États africains dans les années 1990 (situation qui est à l'origine de l'angoisse d'Ali Mazrui). La famine et la guerre civile sévissent en Afrique ; nous n'en disconvenons pas. Mais le continent est également le théâtre d'un dynamisme et d'un militantisme social que nous n'avons pas revu en Afrique depuis le mouvement des indépendances. Il se pourrait que les guerres civiles à caractère populaire comme, entre autres, celles d'Érythrée, d'Éthiopie, du Soudan, du Togo, de la Somalie, du Sahara occidental, soient le prix à payer sur le plan social pour démanteler les structures de domination et de coercition. Comme il fallait s'y attendre, la chute des régimes totalitaires en Europe de l'Est a été célébrée à l'Ouest. Mais ce qui revêt de l'intérêt pour nous, c'est que l'on retrouve dans les divers pays de l'Europe de l'Est les mêmes processus de *déliquescence* économique et politique en cours en Afrique. Nombre d'entre eux connaissent une paupérisation accrue des masses, et des guerres civiles y font rage. Celle qui sévit en Bosnie en est l'illustration parfaite, et l'ONU ainsi que l'OTAN n'ont pas réussi à y mettre fin ; malgré les illusions que se fait Ali Mazrui sur une « Force africaine de maintien de la paix ». Il risque de se voir accuser d'être un agent inconsciemment au service du racisme occidental, dans la mesure où il n'est pas parvenu à reconnaître le parallélisme historique pourtant manifeste entre les deux situations.

L'on pourrait en dire davantage sur les guerres civiles en Afrique. À l'instar d'un libéral imbu de lui-même, Ali Mazrui brandit à la face du monde « le cruel message que transmettent les événements horribles du Rwanda ». Mais les Africains ne s'y laisseront pas prendre. Nous ne savons pas encore avec certitude ce qui s'est passé au Rwanda, raison pour laquelle le CODESRIA compte organiser un atelier spécial sur les formations sociales dans la région des Grands Lacs. Les événements du Rwanda ne constituent pas un phénomène nouveau en Afrique, et contrairement à l'hypothèse de Mazrui (qui lui a coûté peu d'efforts), ce qui s'y est passé n'est peut-être en rien lié au déséquilibre ethnique entre les Ba-Tutsi et les Ba-Hutu. Les guerres civiles de l'Angola et du Mozambique ont coûté la vie à des millions d'individus. Les pays impérialistes qui crient « au loup » actuellement, sont bel et bien ceux qui ont contribué à la tragédie. Et ils y ont mis les moyens. Le sens qu'il convient de donner à la stratégie de « guerre à faible intensité » adoptée par les États Unis depuis les guerres civiles d'Angola et du Mozambique est en fait que, le cas échéant, les Africains en guerre bénéficieront de l'assistance qu'il faut pour se lancer dans une extermination mutuelle ou un génocide. Pour ce qui concerne la région de l'Afrique australe, cette thèse a été pleinement étayée, entre autres, par Horace Campbell qui s'est appuyé sur de nombreux documents à cet effet. Aussi n'y a-t-il pas lieu d'associer automatiquement les conflits en Afrique avec le phénomène ethnique. En effet le Lesotho, pays mono-ethnique, depuis l'indépendance est l'objet d'une série de coups et de contrecoups d'État. Un autre pays n'ayant qu'un seul groupe ethnique, la Somalie, s'est retrouvé récemment plongé dans la pire catégorie de guerre civile que l'Afrique ait connue.

Non seulement la proposition selon laquelle l'Afrique aurait besoin de recolonisation est contraire au bon sens, mais elle est également malveillante en ce sens qu'elle n'est pas formulée pour les Africains. Encore une fois, Ali Mazrui joue pour sa galerie occidentale. Sachant très bien que ce terme a une connotation raciste et impérialiste, il tente de désavouer le « fardeau du blanc » (cliché assez cru) en invitant les Asiatiques et les Africains à superviser la « colonisation » fait intervenir l'imposition du système politique du colon, quel qu'il soit). En fait en essayant de traiter de ce projet insensé, Ali

Mazrui fait des suggestions qui frisent l'aliénation mentale. Il propose par exemple un « système de tutelle – analogue à celui des Nations Unies sur le Congo en 1960 ». Mais il oublie, semble-t-il, que c'est bien sous cette administration impérialiste de l'ONU que Patrice Lumumba fut éliminé. Dans le même ordre d'idée, en tant qu'originaire de l'Afrique de l'Est, il aurait dû savoir que les relations entre les Asiatiques et les Africains souffrent toujours d'un héritage colonial encore irrésolu. Il ne fait aucun doute qu'Ali Mazrui s'emballa et perd tout sens de la réalité lorsqu'il s'imagine que l'Égypte pourrait être invitée à « rétablir les liens de 'grand frère' qu'elle avait entretenus avec le Soudan » et que l'Éthiopie pourrait, malgré le défi posé par les anciens groupes nationaux opprimés, reprendre d'une part le rôle de colon qu'elle s'était assignée, et d'autre part « gérer la Somalie au nom de » ses soi-disant « Nations Unies ». Il perd tout sens de la réalité lorsqu'il s'imagine aussi que l'Afrique du Sud est le Nigéria pourraient être invités à jouer le rôle de puissances impérialistes « humanitaires » secondaires dans leurs régions respectives. Quelle absurdité !

C'est d'autant plus surprenant que tout politologue en Afrique sait à quel point ces propositions sont inconciliables et que cette recommandation d'Ali Mazrui va en fait à l'encontre des sentiments populaires qui se dégagent sur le continent. En effet il suffit pour cela de voir les tendances actuelles qui se dessinent sur le continent : rejet de l'État monolithique monopartisan, revendication de « pluralisme démocratique » et d'autonomie ou de « décentralisation » régionale. En général, les puissances hégémoniques sont mal vues et, dans le meilleur des cas, elles sont traitées en méfiance. Il en est ainsi de l'Afrique du Sud dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et du Nigeria dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cela est aussi valable pour l'Égypte par rapport au Soudan. L'empire éthiopien a déjà été démantelé et il ne risque pas de revivre. Tous ces faits amènent à se poser sérieusement la question de savoir si Mazrui a le sens de la réalité, et donnent à penser que son hypothèse d'un « mouvement de colonisation qui refait surface » en Afrique, est factice. Il a par-dessus tout l'esprit embrouillé car il ne peut valablement préconiser une « recolonisation » de l'Afrique et proclamer parallèlement que

l'intégration régionale est à l'ordre jour et que « si l'Afrique n'emprunte pas cette voie, le continent dans son ensemble va se retrouver coupé encore davantage de la communauté mondiale par l'absence de stabilité et de croissance économique ». Johan Galtung, un professeur européen brillant mais pratique mettait en garde le parlement européen auquel il s'adressait, contre le risque d'isolement de l'Afrique par suite de la division du monde en blocs régionaux, qui allait intervenir. Mais poursuivant sa pensée, il recommandait aux Africains d'y voir une bénédiction dégui-

sée car, pour la première fois, ils seraient livrés à eux-mêmes ; auquel cas ils se verraient obligés de trouver leur propres solutions à leurs problèmes. Cette recommandation contient une certaine sagesse qui aura échappé à notre professeur africain.

Au lieu de spéculer sur « recolonisation » et la reproduction du système des Nations Unies (qui fait actuellement lui-même l'objet d'un examen) en Afrique, Ali Mazrui aurait pu envisager la question de savoir : i) pour quelles raisons notre équivalent de l'ONU, à savoir l'OUA, n'a pas réussi

à mener à bien toutes les fonctions qu'il confère à sa « colonisation bénigne » ; ii) pourquoi la force de maintien de la paix de la CEDEAO a été incapable de remplir sa mission au Libéria ; iii) pourquoi les Nations Unies ont échoué dans leur intervention en Somalie, et iv) pour quelles raisons il s'est avéré impossible pour l'OUA d'intervenir dans la crise du Rwanda bien qu'elle ait été invitée par le Secrétaire général des Nations Unies à le faire (alors que la France l'a fait de façon unilatérale) ? À mon sens, au lieu d'une « recolonisation », ce dont nous aurions besoin en Afrique, c'est d'une *décolonisation* du corps politique et de l'esprit.

* *Bulletin du CODESRIA* numéro 2, 1995 (pp. 20-24).